

Vox, un parti politique espagnol qui refuse les séparatismes basque et catalan



En ce lundi de Pâques, nous avons franchi les Pyrénées, grâce à notre correspondant espagnol Santiago Cartagena, pour rencontrer un patriote espagnol, membre du parti « Vox », et par ailleurs professeur de philosophie. Un entretien passionnant...

Riposte Laïque : Pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs qui ne vous connaissent pas, et qui veulent (presque) tous savoir de vous ?

Francisco José Contreras : Je suis professeur de Philosophie du Droit à l'Université de Séville. J'ai écrit plusieurs livres sur le marxisme culturel, la participation des chrétiens dans l'espace public, la crise de la famille...

Riposte Laïque : Parlez-nous de ce parti politique, « Vox », auquel vous appartenez. Quelles sont ses grandes orientations ?

Francisco José Contreras : L'apparition de Vox est due à la croissante frustration de nombreux Espagnols conservateurs et patriotes face à la dérive progressiste et au vide idéologique et moral du PP, le parti « classique » du centre-droite espagnol. Les grandes priorités de Vox sont la défense de l'unité de la nation, et la dénonciation de l'échec du système autonome introduit par la Constitution de 1978, qui a généré une énorme dépense et qui a, surtout, facilité l'endoctrinement anti-espagnol de la part des différents gouvernements autonomes qui interdisent quasiment l'enseignement en espagnol et divulguent à travers les collèges et les médias une constante propagande anti-nationale ; la défense de la vie humaine depuis la conception jusqu'à la mort naturelle ; l'encouragement de la natalité (le taux de natalité espagnol étant l'un des plus bas du monde) et la protection de la famille basée sur le mariage entre homme et femme ; miser sur la liberté économique, la diminution des impôts, l'initiative privée et la réduction de la dépense publique ; le contrôle de l'immigration et la lutte énergique contre l'Islam radical ; la récupération de la fierté nationale espagnole et d'une vision positive de l'histoire espagnole ; le rejet de l'idéologie du genre, du féminisme radical et d'autres manifestations du marxisme culturel.

Riposte Laïque : Vous venez de publier un ouvrage, où vous évoquez mai 68, l'islamisation de la France et La Manif pour tous. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

Francisco José Contreras : Le livre n'est pas que de moi : il s'agit d'une oeuvre collective à laquelle ont participé des personnes de divers pays, parmi lesquels plusieurs Français (Jean Sévillia, Ludovine de la Rochère, Christian Vanneste, Jeanne Smits). L'objectif était de prendre la température sur le débat concernant la famille dans plusieurs pays européens.

Avec une attention particulière sur le cas français, car la Manif Pour Tous me semble le mouvement pro-famille le plus surprenant et le plus encourageant qui soit survenu en Europe depuis de nombreuses années. J'interprète La Manif pour Tous comme un mai 68 à l'envers.

Riposte Laïque : Vos connaissances sur l'histoire, la culture et la politique françaises sont admirables, d'où vous vient cette passion pour la France ?

Francisco Jose Contreras : Je ne crois pas qu'elles soient » admirables », mais seulement passables... Et quant à ma relation avec la France, le fait que ma femme soit française a bien sûr beaucoup à voir. Par ailleurs, aucun Européen illustré ne peut se permettre d'ignorer la culture française. Le patriotisme espagnol n'est pas synonyme de cloisonnement chauviniste ni de mépris de l'autre. Dans Vox, nous combinons tout naturellement notre amour pour l'Espagne avec l'appartenance à une totalité culturelle européenne plus ample.

Riposte Laïque : L'Espagne et la France ont beau être voisins, force est de constater que d'un côté comme de l'autre des Pyrénées, au delà des clichés, on ne se connaît qu'assez peu. D'après vous, à quoi cela est dû ?

Francisco Jose Contreras : J'ignore s'il persiste dans l'inconscient collectif un reste de rivalités du passé (les luttes entre François Ier et Charles Quint, ou l'invasion de l'Espagne par Napoléon). Chez certains Espagnols, subsiste un réflexe francophobe assez absurde, et peut-être qu'il en est de même chez certains Français quant à un complexe de supériorité sans fondement, ou un mépris de l'Espagne comme pays retardé ou sous-développé. Mais comme il s'avère toujours, ces préjugés se surmontent en lisant et en voyageant.

Riposte Laïque : Un des principaux problèmes de l'Espagne d'aujourd'hui est le séparatisme régionaliste. D'après vous, à quoi cela est dû ?

Francisco José Contreras : Les séparatismes basque et catalan surgissent à la fin du XIXe siècle, au moment de la plus grande "dépression" historique espagnole (l'Espagne n'était plus une superpuissance après l'invasion napoléonienne, la perte des territoires hispano-américains et le retard pris sur la révolution industrielle). Au début, les séparatistes étaient minoritaires et même aujourd'hui, ils ne représentent approximativement que la moitié de la population, tant au Pays Basque comme en Catalogne.

Cependant, depuis 1980, les gouvernements autonomes basque et catalan, toujours contrôlés par des nationalistes, ont eu à portée de main les compétences éducatives et un vaste réseau de médias régionaux (télévisions, radios, associations subventionnées...). À partir de ces dernières, on a inculqué aux jeunes générations une vision tronquée et falsifiée du passé espagnol, en présentant le Pays Basque et la Catalogne comme des pays différents, envahis et opprimés par l'Espagne. De même, on a pratiquement éradiqué – surtout en Catalogne – la langue espagnole du système éducatif (même si l'espagnol est la langue maternelle de 52% des Catalans). Et au Pays Basque, tant que la bande terroriste ETA a existé, les Basques espagnolistes vivaient dans une situation de terreur constante et d'intimidation (200.000 d'entre eux ont d'ailleurs dû abandonner la région). Finalement, la crise économique qui commença en 2008 fut utilisée par les séparatistes catalans pour essayer de convaincre beaucoup de Catalans que « l'Espagne les volait » et qu'une Catalogne indépendante pourrait être beaucoup plus prospère. Malgré tout, le pourcentage de Catalans qui votent pour des partis séparatistes n'atteint pas la moitié (48% dans les dernières élections régionales).

Riposte Laïque : Les Français ont suivi la « crise catalane » sans vraiment comprendre ce qu'il se passe vraiment. Pouvez-vous nous résumer la situation ?

Francisco José Contreras : Les trois partis nationalistes (le

PDC, l'Esquerra Republicana et la CUP), bien qu'ils ne totalisent que 48% des voix, disposaient et disposent, cependant, de la majorité des sièges, en vertu des particularités d'un système électoral qui sur-représente les zones rurales, où les séparatistes sont plus présents. Ceux-ci ont dessiné, par un défi volontaire de la Constitution et des lois espagnoles, un processus de sécession qui incluait un référendum sur l'indépendance et des lois de déconnexion de l'Espagne. Le référendum fut déclaré illégal par le Tribunal Constitutionnel espagnol, mais le gouvernement catalan a insisté pour le célébrer quoiqu'il en soit le 1^{er} octobre dernier. Le gouvernement a fait son possible pour empêcher sa célébration, et de là, l'intervention de la police essayant de fermer certains collèges électoraux, et engendrant des affrontements avec des manifestants, dont les images de violence relative ont fait le tour du monde (mais il n'y eut ni morts ni blessés graves).

Mais le gouvernement catalan a continué sa fuite en avant, proclamant ce qui semblait être une déclaration d'indépendance. Le Sénat espagnol a donc décidé d'appliquer l'art. 155 de la Constitution qui prévoit la suspension du gouvernement autonome lorsque l'exige l'intérêt de la nation. Parallèlement, les tribunaux ont arrêté les principaux leaders séparatistes – parmi lesquels, l'ex-président catalan Puigdemont – pour délits de rébellion, sédition et malversation de fonds publics.

Vox estime qu'il aurait fallu profiter de l'application de l'article 155 pour démonter la machine d'endoctrinement et de propagande séparatiste (dont les éléments fondamentaux sont les moyens de communication publics, tels que la télévision et la radio autonomes et le système éducatif basé sur « l'immersion » linguistique en catalan). Le gouvernement de Rajoy, cependant, s'est limité à destituer le gouvernement putschiste et à immédiatement convoquer de nouvelles élections régionales qui se sont célébrées en décembre, révélant des

résultats très similaires aux précédentes. Ce qui est certain, c'est qu'actuellement, la Catalogne est divisée entre 50 % de séparatistes et « de pro-espagnols ». Mais insister sur la sécession avec un appui qui n'atteint pas 50 % se révèle suicidaire et ne peut que conduire à la fracture civile et à la perpétuation d'une situation d'exception. Le nouveau Parlement catalan n'a d'ailleurs pas encore été capable d'élire un nouveau président autonome.

Riposte Laïque : Quel a été le rôle de VOX dans cette affaire ?

Francisco Jose Contreras : Face à la passivité du gouvernement de Rajoy, VOX a présenté des plaintes devant les tribunaux contre les principaux leaders séparatistes. Ces plaintes ont été acceptées et elles ont entraîné les principales détentions.

Riposte Laïque : Comme partout ailleurs dans le monde occidental l'idéologie du genre est en train d'attaquer les fondements de la société. Il y a eu récemment un 1^{er} congrès international à Madrid pour dénoncer et démonter cette idéologie. Vous avez assisté à ce congrès, pouvez-vous nous en parler ?

Francisco Jose Contreras : Ça a été le congrès international le plus important qui ait eu lieu jusqu'à présent sur le sujet, avec la participation de certaines des figures mondiales les plus importantes de la résistance à l'idéologie du genre : Glenn Stanton, Michelle Cretella, Gabriele Kuby, Agustín Laje, Walt Heyer... Le niveau des conférences a été extraordinaire. Mais le mur de silence médiatique sur l'évènement a été total. Seuls des médias minoritaires tels que Actual.com ou Gaceta.es. s'en sont fait l'écho.

Propos recueillis par Santiago Cartagena